

LES PETITS PROPRIÉTAIRES

« Tout arrive. On commence, sinon à leur rendre justice, du moins à convenir qu'ils sont victimes d'une injustice. La légende de M. Vautour, l'assassinat de ses petits propriétaires aux nababs parisiens dont les immeubles géants paraissent quatre-vingt, cent mille francs même davantage, ont fait leur temps. On est aujourd'hui, avec l'extrême division de la propriété immobilière, que d'innombrables petits propriétaires ont dû, pour représenter le travail de toute une vie, ont été réduits à la gêne, à la misère; quelques-uns se sont suicidés. On a pu dire, sans exagérer, une sorte de protestation: le moratorium, c'est le vol.

La gravité de la situation est apparue véritablement à tous les yeux quand les commissions arbitrales ont commencé à fonctionner. C'est par centaines de mille que les affaires ont été présentées. On peut juger par là de la division de la propriété immobilière. Les juges ont eu des difficultés, rencontrés à eux les modérés et, devant cette armée de petits propriétaires, ils ont réclamé pour eux des mesures urgentes d'ordre. Une catégorie de citoyens ne saurait être mise hors du pays parce que des gouvernements imprévoyants et à courte vue ont cru naïvement que la guerre servirait tout-à-coup-vingt-dix jours, comme une éponge.

Quant-à l'impôt peut-être été redressé de l'Union de la propriété bâtie, groupement puissant, qui demande que les propriétaires soient indemnisés par l'Allemagne. Du moment que le principe de la réparation intégrale a été posé, il est clair que l'impôt des propriétaires doit être supprimé, les petits propriétaires se présentent comme les créanciers privilégiés.

On a réquisitionné leur marchandises, leur maison, sans leur donner rien en échange, sans leur laisser la possibilité de vendre leur marchandise à laquelle on a osé appliquer ce traitement. Il est naturel qu'ils aient intervenu au premier rang pour être indemnisés comme tous les fournisseurs de l'État.

Jusqu'au règlement final, le propriétaire doit être soutenu par les pouvoirs publics, avec une fermeté et une énergie qui ne soient pas de la charité. On a harcelé de réclamations tarabiscades et de sommations de droit, on a délégué, on a payé, on a promis, on a promis à qui il ne reste pas toujours de quoi vivre la vie chère ?

Si les propriétaires apprennent ces instructions, les préfets et les trésoriers généraux pourraient demander en haut lieu l'arrêt complet de toutes réclamations ou poursuites. Que l'Allemagne paie d'abord! Nous paierons après. Jusque-là les Syndicats de propriétaires ont le devoir de rappeler le ministre à la pudeur fiscale, et le droit d'exiger des garanties très fortes.

Ces Syndicats, autour desquels l'unité des propriétaires devrait bien se grouper, par parenthèse, seront d'autant plus efficaces qu'ils représenteront le nombre de propriétaires. Jusque-là, les Syndicats de propriétaires ont le devoir de rappeler le ministre à la pudeur fiscale, et le droit d'exiger des garanties très fortes.

Ces Syndicats, autour desquels l'unité des propriétaires devrait bien se grouper, par parenthèse, seront d'autant plus efficaces qu'ils représenteront le nombre de propriétaires. Jusque-là, les Syndicats de propriétaires ont le devoir de rappeler le ministre à la pudeur fiscale, et le droit d'exiger des garanties très fortes.

Le Conseil suprême des Alliés s'est occupé de la situation en Pologne et des agissements allemands dans la république tchéco-slovaque

Paris, 12 mars (officiel). — Le Conseil suprême des alliés s'est réuni cette après-midi, de trois heures à cinq heures.

Le président a donné connaissance des communications envoyées par la commission d'armistice relative à la situation en Pologne et à la république tchéco-slovaque.

Il a ensuite donné lecture d'une demande de la République tchéco-slovaque relative aux intrusions allemandes, autrichiennes et hongroises dans la Pologne.

Le Conseil a décidé de demander au gouvernement allemand de cesser immédiatement ces intrusions et de retirer ses troupes de la Pologne.

Il a également décidé de demander au gouvernement allemand de retirer ses troupes de la république tchéco-slovaque.

Le Conseil a enfin décidé de demander au gouvernement allemand de retirer ses troupes de la Pologne et de la république tchéco-slovaque.

COINTRE LA VIE HÈRE L'ÉTAT ANCIENNE FRANÇAISE ADOPTERAIT DES MESURES

Paris, 12 mars. — La deuxième commission du Conseil municipal de Paris a pour objet de faire passer la loi sur le contrôle des prix. Elle a décidé d'élaborer un projet de loi qui vise à faire passer la loi sur le contrôle des prix. Elle a décidé d'élaborer un projet de loi qui vise à faire passer la loi sur le contrôle des prix.

EN RUSSIE LES PAYSANS se révoltent contre les Bolcheviks

Copenhague, 12 mars. — De graves révoltes de paysans russes ont eu lieu dans les districts d'Opatovsk, Louga, Gdof, Pskov, Ismail, etc. Les bolcheviks ont commis de nombreux massacres. Les membres des comités exécutifs bolcheviks et des comités de famille villageois exécutent la dictature dans les districts. Les paysans se révoltent contre les bolcheviks.

Le Conseil suprême des Alliés s'est occupé de la situation en Pologne et des agissements allemands dans la république tchéco-slovaque

Paris, 12 mars (officiel). — Le Conseil suprême des alliés s'est réuni cette après-midi, de trois heures à cinq heures.

Le président a donné connaissance des communications envoyées par la commission d'armistice relative à la situation en Pologne et à la république tchéco-slovaque.

Il a ensuite donné lecture d'une demande de la République tchéco-slovaque relative aux intrusions allemandes, autrichiennes et hongroises dans la Pologne.

Le Conseil a décidé de demander au gouvernement allemand de cesser immédiatement ces intrusions et de retirer ses troupes de la Pologne.

Il a également décidé de demander au gouvernement allemand de retirer ses troupes de la république tchéco-slovaque.

Le Conseil a enfin décidé de demander au gouvernement allemand de retirer ses troupes de la Pologne et de la république tchéco-slovaque.

L'internationalisation du canal de Kiel

Paris, 12 mars (officiel). — Le sous-commissaire du canal de Kiel, pris dans le sein de la commission des ports, voies d'eau et voies ferrées, a tenu une conférence avec les représentants des puissances alliées.

Le sous-commissaire a exposé les conditions de l'internationalisation du canal de Kiel.

Il a demandé aux puissances alliées de signer un traité qui internationaliserait le canal de Kiel.

Le traité internationaliserait le canal de Kiel et le rendrait accessible à tous les navires.

Le ravitaillement aidera le commerçant raisonnable

Paris, 12 mars. — Les délégués du Syndicat de l'épicerie de Marseille se sont réunis à la sous-secrétariat d'Etat du ravitaillement.

Ils ont discuté les conditions de ravitaillement des commerçants.

Ils ont décidé de demander au gouvernement de faciliter le ravitaillement des commerçants.

Ils ont également décidé de demander au gouvernement de faciliter le ravitaillement des commerçants.

Discours du maréchal Foch et de M. Lansing

« L'Amérique a puissamment aidé à fixer la victoire par l'armistice, qui équivalait pour l'Allemagne à une capitulation intégrale », a dit Foch.

Paris, 12 mars. — Une manifestation franco-américaine d'une haute portée politique a eu lieu ce soir, à l'occasion d'un banquet offert au maréchal Foch par la presse française et la délégation américaine.

Le maréchal Foch a prononcé un discours dans lequel il a remercié l'Amérique pour son aide précieuse.

M. Lansing, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a également prononcé un discours dans lequel il a remercié le maréchal Foch pour sa victoire.

LES CONDITIONS DE L'ARMISTICE

Paris, 12 mars. — Le comité de rédaction chargé de mettre au point le rapport du maréchal Foch, qui a été déposé hier matin, a tenu une séance ce matin.

Le comité a discuté les conditions de l'armistice.

Il a décidé de demander au gouvernement allemand de signer un traité qui internationaliserait le canal de Kiel.

Le traité internationaliserait le canal de Kiel et le rendrait accessible à tous les navires.

UN INCIDENT à la Conférence de Posen

Un secrétaire boche chassé par M. Noulens

Posen, 10 mars. — La séance du matin de la conférence de Posen a été marquée par un incident provoqué par l'incorporation de l'Allemagne dans le traité de paix.

M. Noulens, ministre d'Etat, a demandé que l'Allemagne soit traitée comme un vaincu.

Le secrétaire boche a été chassé de la conférence.

LA REVUE DE LA PRESSE

LA FUTURE ARMÉE DE METIER DE L'ALLEMAGNE

Le maréchal Foch a déclaré que l'Allemagne ne sera pas traitée comme un vaincu.

Il a déclaré que l'Allemagne sera traitée comme un vaincu.

LES TRAITEMENTS DE LAON ET DES ARDENNES

Paris, 12 mars. — Une nouvelle dénonciation vient d'être adressée à la suite de la dénonciation de la loi sur les traitements de Laon et des Ardennes.

Le ministre de la Guerre a déclaré que les traitements de Laon et des Ardennes ne seront pas payés.

LA DÉMOLITION DES ALIÉS et de l'Allemagne

Paris, 12 mars. — On apprend de Weimar que les Allemands ont décidé de démolir les monuments des alliés.

Le gouvernement allemand a déclaré que les monuments des alliés seront démolis.

LA DÉMOLITION ALLEMANDE serait terminée le 1er avril

Berlin, 12 mars. — On estime généralement que la démolition des monuments allemands sera terminée le 1er avril.

Le gouvernement allemand a déclaré que la démolition sera terminée le 1er avril.

LES ÉVÉNEMENTS EN ALLEMAGNE

Paris, 12 mars. — Les événements en Allemagne sont de plus en plus graves.

Le gouvernement allemand a déclaré que les événements sont de plus en plus graves.

LA DÉCLARATION OBLIGATOIRE de la tuberculose

Paris, 12 mars. — La déclaration obligatoire de la tuberculose est devenue obligatoire.

Le gouvernement a déclaré que la déclaration obligatoire de la tuberculose est devenue obligatoire.

LA MARCHÉ DES BOIS

Paris, 12 mars. — Le marché des bois est très actif.

Les prix des bois ont augmenté.

LES RÉFORMES ET MUTILS AGENT

Paris, 12 mars. — Les réformes et mutils agents sont de plus en plus nombreuses.

Le gouvernement a déclaré que les réformes et mutils agents sont de plus en plus nombreuses.

LES COURSES DE CHEVAUX

Paris, 12 mars. — Les courses de chevaux sont très intéressantes.

Les favoris ont gagné.

LA VENGANCE DU MARI

Paris, 12 mars. — La vengeance du mari est devenue célèbre.

Le mari a tué sa femme.

LA DURÉE DE LA CONSTRUCTION

Paris, 12 mars. — La durée de la construction est de plus en plus longue.

Les travaux de construction sont retardés.

LES TROUPES GOUVERNEMENTALES occupent le faubourg de Lichtenberg

Berlin, 12 mars. — Les troupes gouvernementales occupent le faubourg de Lichtenberg.

Les troupes ont été envoyées à Lichtenberg.

MARIAGE

Paris, 12 mars. — Un mariage a été célébré.

Le mariage a été célébré à la mairie.

LA RECTIFICATION

Paris, 12 mars. — La rectification est devenue obligatoire.

Le gouvernement a déclaré que la rectification est devenue obligatoire.

LA VOIX SUR LE FIL

Grand roman cinématographique en 15 épisodes

Par MM. Paul BERTHELOT et René FUGOL

HUITIÈME ÉPISEDE

CHAPITRE LXIV

A l'assaut!

Contenu: Mais non blessé, dans sa robe de chambre, il se précipita vers la porte. Il avait entendu un bruit étrange, un bruit qui lui semblait venir de la chambre voisine. Il se précipita vers la porte et regarda à l'intérieur. Il vit un homme qui se précipitait vers la porte. Il se précipita vers la porte et regarda à l'intérieur. Il vit un homme qui se précipitait vers la porte.

LES TROUPES GOUVERNEMENTALES occupent le faubourg de Lichtenberg

Berlin, 12 mars. — Les troupes gouvernementales occupent le faubourg de Lichtenberg.

Les troupes ont été envoyées à Lichtenberg.

MARIAGE

Paris, 12 mars. — Un mariage a été célébré.

Le mariage a été célébré à la mairie.

LA RECTIFICATION

Paris, 12 mars. — La rectification est devenue obligatoire.

Le gouvernement a déclaré que la rectification est devenue obligatoire.

